

Féminisation de la pauvreté

Depuis quelques années, tous les organismes internationaux s'accordent à reconnaître la féminisation de la pauvreté - aujourd'hui les femmes sont 70% des pauvres de notre planète et 60% des travailleurs pauvres (1/4 des travailleurs totaux) gagnant moins d'1 dollar par jour. Claudine Blasco de la commission Femmes, Genre et Mondialisation d'ATTAC France regarde ce phénomène de plus près.

Féminisation de la pauvreté

Evaluation de la pauvreté :

La pauvreté est évaluée principalement de deux façons.

- ▶ Elle est une valeur quantifiée, financière et monétaire, pour les institutions internationales et les gouvernements. Par exemple, être pauvre pour les Nations Unies est gagner 1 dollar ou moins par jour ; être pauvre pour l'Europe c'est gagner moins de 60% du salaire médian et en France moins de 50% du salaire médian.
- ▶ Par contre, elle est une valeur qualifiée, basée sur la satisfaction des besoins fondamentaux (se nourrir, se loger, se soigner, s'éduquer...), dont la valeur monétaire fluctue, pour les humanistes .

Ces deux approches de la pauvreté entraînent évidemment deux manières de lutter contre la pauvreté. Pour les premiers l'accès à des revenus supérieurs au seuil de pauvreté est suffisant pour sortir de la pauvreté, donc le marché est leur solution principale. Et pour les seconds, la redistribution des richesses, le respect des droits humains et l'accès aux services publics sont déterminants.

ETAT DES LIEUX

Depuis quelques années, tous les organismes internationaux s'accordent à reconnaître la féminisation de la pauvreté - aujourd'hui les femmes sont 70% des pauvres de notre planète et 60% des travailleurs pauvres (1/4 des travailleurs totaux) gagnant moins d'1 dollar par jour.

Ce phénomène est accompagné de la féminisation des migrations (elles sont 51% des migrants vers les pays riches et 2/3 des réfugiés), de l'augmentation de la traite et du trafic des femmes, de l'esclavage et du travail forcé, et de la croissance des inégalités.

D'après le rapport sur la situation sociale dans le monde en 2005 de l'ONU, les inégalités sont allées de pair avec la mondialisation, (5% de la population mondiale possède plus des ¾ des richesses de l'humanité et 2°/°° contrôle la moitié de la capitalisation boursière mondiale). Ces inégalités sont plus prononcées qu'il y a 10 ans, notamment les salaires minima baissent alors que les revenus les plus élevés augmentent fortement, avec des conséquences négatives sur l'emploi, la sécurité de l'emploi et les salaires, creusant l'écart entre économie structurée et informelle et entre travailleurs qualifiés et non qualifiés.

Sachant que les femmes sont surreprésentées dans l'économie informelle et les emplois non qualifiés, les inégalités hommes-femmes s'en trouvent aggravées. La pauvreté entraîne aussi des inégalités dans l'espérance de vie (32,5ans pour les Zambiennes en 2002 contre 43,4 en 1995 , 33,5ans contre 49,9 au Zimbabwe, contre plus de 80 ans pour les femmes occidentales), la santé (les femmes sont les principales victimes du Sida, en Afrique Subsaharienne, 76% des personnes de 15 à 24 ans infectées sont des femmes) , la nutrition et l'éducation, non seulement entre hommes et femmes mais aussi entre femmes des Suds et femmes du Nord.

Géographiquement, les femmes d'Afrique subsaharienne, de Madagascar et d'Asie du Sud sont les premières touchées, ainsi que les Femmes de l'Europe de l'Est, d'Asie centrale et du Caucase. En Amérique latine les femmes autochtones et celles d'ascendance africaine vivent plus que les autres dans la pauvreté.

Socialement, les migrantes, les handicapées, les femmes chefs de famille monoparentale, les chômeuses, les sans domicile, les précaires à temps partiel, les rurales, les moins de 25 ans et les plus de 55ans sont plus souvent pauvres que les autres femmes.

D'après le rapport de la Commission de la Condition de la Femme des Nations Unies sur la promotion économique de la femme, présenté en Mars 2006 lors de la 50ième session, le taux de participation des femmes à la vie économique n'a cessé d'augmenter depuis 1989, sauf en Europe Orientale et Centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord où il reste inférieur à la moyenne mondiale (les femmes sont 40% de la population active dans le monde) . Mais ce fut accompagné d'un taux de chômage plus élevé pour les femmes que les hommes, des salaires plus bas (80% du travail féminin n'est pas rémunéré en Amérique Latine et Caraïbes ; au Mexique les femmes gagnent entre 45% et 70% des salaires des hommes), la détérioration des conditions d'emploi, surtout en raison de la précarité des contrats et du manque de protection sociale. Les moins qualifiées sont les plus vulnérables, avec une forte instabilité de l'emploi et des salaires très bas, des horaires flexibles et extensibles, sans avantages sociaux ou aide publique pour les décharger du travail domestique.

De plus, les législations du travail ne les protègent pas, surtout les femmes migrantes, les femmes handicapées et celles qui travaillent à domicile. Le plus inquiétant étant la surreprésentation des femmes dans le temps partiel au Nord et le travail informel, dit non-structuré, au Sud ; leur sous représentation, pratiquement leur absence, des instances de décisions économiques et des postes de responsabilité, ainsi que la persistance des stéréotypes sexistes au niveau professionnel et familial.

LES CAUSES

La pauvreté des femmes vient essentiellement de leur statut dans les deux systèmes dominant actuellement notre société-monde : le patriarcat et le néolibéralisme. Les deux se complètent souvent pour maintenir les femmes en état de pauvreté. L'un pour conserver tous les pouvoirs privés et publics , matériels et spirituels, politiques , économiques et culturels et le second avoir une réserve de main d'œuvre bon marché et docile. La troisième cause de la pauvreté des femmes est la guerre qui les spolie de tous leurs biens, leur enlève leur travail (voir les Irakiennes), les jette dans des camps de réfugiés et leur fait subir des violences extrêmes. Depuis 1945, plus de 170 guerres dans le monde et essentiellement dans les pays en développement ont eu lieu.

► *A/Le patriarcat :*

1/ Basé sur des Rapports sociaux de genre déséquilibrés, le patriarcat s'est historiquement construit au cours du temps, sur une soi disant infériorité des femmes.

Les femmes continuent dans certains pays, d'avoir un statut de mineures de par les lois nationales ou les codes religieux, au sein de leur famille et dans la sphère publique.

De ce fait elles sont exclues des richesses transmises par l'héritage notamment au Moyen Orient et dans les pays arabes ; bien que de nouvelles lois au Kenya, Maroc, Rwanda, Botswana, Liberia, Bahamas aient été promulguées, la famille s'arrange encore pour les déshériter.

2/ Dans la plupart des pays du Nord, comme dans les pays des Suds, les femmes ne sont pas considérées en tant qu'individu à part entière mais en tant que fille, épouse ou mère. Ce qui les empêche quelquefois de travailler ou d'avoir accès à la propriété, aux crédits ou à la terre (seulement 1% des terres du monde appartiennent à des femmes), aux ressources naturelles . Elles sont en permanence sous la tutelle d'un homme.

3/ Le droit à l'éducation leur est encore dénié, malgré les efforts annoncés ces dernières années par des conventions internationales ou des programmes nationaux. Seuls 52 pays ont réussi en 2005 à atteindre la parité scolaire (UNESCO). Les femmes représentent encore la majorité des analphabètes du monde.

4/ De part les rôles établis par le patriarcat, les femmes supportent encore pratiquement seules le poids de l'organisation familiale et du travail domestique, dont l'apport économique majeur n'est jamais pris en compte dans les économies nationales ou internationales. Ce travail n'étant pas rémunéré et prenant la majeure partie du temps physiologique des femmes, il ne leur reste que peu de temps et d'énergie à consacrer au travail rémunéré. De plus les hommes qui partagent leur vie, ne partagent pas ou peu avec elles les tâches parentales et domestiques.

5/ Des stéréotypes sexistes issus du patriarcat continuent à conditionner l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des femmes vers des filières dites féminines, tournées vers les services, peu qualifiantes et peu rémunérées, au détriment de carrières scientifiques.

6/ Dans les pays riches, les femmes qui sont pourtant plus diplômées que les hommes sont très minoritaires dans les postes de cadres ou de dirigeantes (seulement 6% de femmes dans les CA du CAC40).

7/ Cependant, il faut reconnaître que sous la pression des féministes des textes internationaux et nationaux visant à l'égalité homme-femme ont été adoptés, mais ils restent inappliqués et les mentalités n'ont pas changé et même quelquefois régressé.

8/ La montée des intégrismes tous chantres du patriarcat, font reculer les droits des femmes et sous prétexte de différenciation culturelle et de préservation des traditions ce sont souvent les femmes elles-mêmes qui transmettent ces valeurs à leurs enfants et s'auto maintiennent dans la dépendance et la pauvreté.

► *B/ Le Néolibéralisme*

La pauvreté est aussi une des conséquences du modèle économique compétitif qui vise uniquement à faire du profit, baisser les coûts, à ignorer la qualité des produits et des ressources humaines ainsi que les droits humains. En fait pour baisser le coût des salaires les tenants du néolibéralisme, se sont tournés vers un salariat bon marché et docile, c'est à dire le salariat féminin. Pour cela , ils ont développé au Sud les zones franches d'exportation et le travail informel et au nord le temps partiel et les contrats précaires.

1/Travail précaire dans les Zones Franches d'Exportation (ZFE) au Sud
Suite aux accords commerciaux internationaux et aux délocalisations, ont été créés des zones franches d'exportation, caricatures du nouveau modèle de salariat prôné par le néolibéralisme en Amérique latine, Caraïbes, Asie, Afrique du Nord. Les multinationales d'abord, puis leurs sous traitants s'installent dans ces zones où ils jouissent d'avantages fiscaux et matériels importants et d'une très grande tolérance sur leurs agissements. Dans ces zones ont été suspendues les législations du travail, de protection de l'environnement, de la protection sociale et du droit syndical. Les salaires y sont bas même s'ils sont au dessus des salaires minima , les conditions de travail pénibles et quelquefois dangereuses, c'est pourquoi le salariat féminin y est le modèle idéal : soumis, docile, endurant, bon marché, pas ou peu syndiqué. Il y a plus de 3000 ZFE dans le monde, employant plus de 43 millions de personnes dont 70% à 90% sont des femmes de 14 à 28 ans, dans les secteurs du textile, de l'électronique, de l'assemblage de fournitures importées. Ainsi ce sont développées les maquilas ou maquiladoras au Mexique et au Guatemala.

Tous les témoignages sur les conditions de travail dans les ZFE sont unanimes : humainement indignes, brimades, violations des droits syndicaux, journées dépassant 8H de travail, insalubrité, maladies respiratoires , baisse de la vue, allergies, dépressions. Le temps moyen de travail des femmes dans ces ZFE n'excède pas 7ans, tant c'est épuisant physiquement et moralement. Dans les maquiladoras, si elles sont enceintes, elles sont licenciées du jour au lendemain sans indemnité.

Ainsi, que ce soit en ZFE, dans le secteur formel ou informel, les salaires des femmes sont toujours inférieurs à ceux des hommes, pour le même travail et leur taux de chômage supérieur à celui des hommes. En cas de crise économique grave ou de fluctuation du marché, les femmes sont les premières à être débauchées (en Corée du Sud, lors de la 1ère crise économique, plus de femmes ont été licenciées que d'hommes pour laisser l'emploi au « chef de famille ») Ainsi les femmes licenciées des ZFE se retrouvent dans le travail informel.

2/Travail informel au Sud
Définition (adoptée en 1993 à l'ONU) : Les entreprises non enregistrées au dessous d'une certaine taille, les personnes rémunérées et non rémunérées des entreprises informelles (fermes, affaires familiales) et les travailleurs occasionnels sans emploi fixe.

Les femmes y sont majoritaires dans le travail à domicile, la vente de rue... Elles représentent 50% à 75% des emplois non-agricoles dans les PVD, sauf en Afrique du Nord.

Depuis 20 ans, le travail informel s'est vite développé, 60% des emplois urbains en Afrique et en Asie, 25% en Amérique Latine. En tenant compte de l'agriculture, les 3/4 de tous les emplois en Afrique et Asie, la 1 /2 en AL sont informels. Ils représentent 45% à 60% du PNB hors agriculture dans les PVD.

Selon l'ONG (Women in Informal Employment Globalizing and Organizing) la majorité des femmes actives dans les PVD, le sont dans l'informel. En Inde et

Indonésie, hors agriculture, 90% des femmes actives le sont dans l'informel. Ce chiffre atteint 97% en Afrique subsaharienne (Mali, Tchad, Bénin). Que dire du travail informel dans l'agriculture si ce n'est que nous y retrouvons aussi une majorité de femmes : elles réalisent 75% des travaux agricoles, essentiellement des cultures vivrières, en Afrique pour 1% des crédits. Les femmes des zones rurales produisent plus de 50% des denrées alimentaires cultivées dans le monde et ceci surtout dans le secteur informel.

Elles sont rarement payées et sont chargées de nourrir leur famille tout en étant écartées des terres fertiles au profit des cultures d'exportation pour rembourser la dette ou se conformer aux Plans d'ajustement Structurel du FMI. Travail de plus en plus difficile pour moins de rendement et il n'est pas rare qu'elles doivent faire appel à la main d'œuvre familiale, souvent leurs filles pour les aider aux champs. Exemple de la spirale sociale descendante, conséquence de la mondialisation néolibérale.

Le travail informel est de la survie, ne fournissant aucune protection sociale, ni assurance maladie, ni garantie de revenus réguliers, ni sécurité d'emploi, ni droit à la retraite. Il est aussi le résultat de la sous-traitance voulue par le secteur formel et ses faibles coûts alimentent les profits des transnationales (ex : couturières à domicile). Les revenus sont très inférieurs à ceux du formel et l'écart de salaires entre H et F y est plus grand. Il a été mis en évidence un lien direct entre travailler dans l'informel et être pauvre. L'économie du « sweatshop » usine à sueur, du travail à domicile ou en arrière-cour comptait 200 millions de personnes en 1995, c'est à dire plus de travailleurs, en majorité des femmes, que l'ensemble des zones franches.

Malgré les difficultés d'organisation des travailleuses à domicile, du fait de leur éparpillement, il existe quelques exemples réussis de création de syndicats. L'association « Self Employed Women's Association » fondée en Inde a réussi en 96 à pousser le BIT à établir une convention reconnaissant aux personnes travaillant à domicile le droit à un traitement égal aux autres salariés et à un salaire minimum. Aujourd'hui, la lutte continue pour obtenir l'application de cette convention. Le travail informel qui est très développé dans les PVD, au Sud, gagne aujourd'hui les pays riches, voir les laveurs de vitre aux feux rouges qui sont présents dans toute l'Europe.

Une nouvelle forme de travail informel est apparue depuis peu : le télé travail où là aussi les postes les moins qualifiés et les moins payés sont réservés aux femmes sans protection sur la charge et la durée du travail.

3/Cas des femmes de l'Est
Autrefois incluses dans les femmes du Nord, depuis la chute du mur de Berlin, les femmes de l'Est sont devenues des femmes des Suds. Le passage à l'économie de marché a augmenté la pauvreté et les inégalités et s'est traduit par un important glissement d'emplois du secteur formel vers l'informel et le précaire. Les salaires ont baissé, le chômage augmenté et dépasse aujourd'hui 20% de la population active. En Fédération de Russie en 2004, le chômage féminin dépasse 46%. Au Kirghizistan, la transition vers l'économie de marché a entraîné le chômage généralisé et touche particulièrement les femmes à cause des suppressions d'emploi dans le secteur social et aussi de la suppression des crèches...

Dans presque tous les pays en transition, en dépit de la croissance du secteur privé, le nombre d'emplois a diminué, touchant plus de la moitié des femmes. Depuis 1989 sur les 26 millions d'emplois disparus, 14 millions étaient féminins. Les pays de l'Est encourageaient traditionnellement l'activité des femmes, par des

politiques familiales adaptées (crèches, services sociaux). En Russie en 89, les femmes étaient 60% de la main d'œuvre qualifiée, notamment dans le secteur scientifique, la médecine, l'ingénierie. Certaines de ces femmes, aujourd'hui, ont été recyclées dans des emplois traditionnellement féminin de prestation de soins ou ont émigré en Europe de l'Ouest vers des emplois scientifiques temporaires et sous-payés, ou même quelquefois se sont retrouvés dans des réseaux de prostitution mafieux.

4/Quand la précarité perdure dans leur région ou leur pays les femmes émigrent Elles migrent de zones rurales paysannes à zones rurales de l'agro-industrie ; de zones rurales vers des zones urbaines vers les services, les usines et les ZFE ; de pays pauvre vers un pays plus riche. Elles sont 51% des migrants vers les pays riches. Et si elles trouvent des salaires supérieurs, elles y trouvent surtout plus de discriminations. Avec le renforcement des lois anti-immigration dans les pays riches, elles sont de plus en plus nombreuses à grossir les rangs des sans-papiers et des esclaves modernes (prostituées ou travail forcé) des réseaux mafieux de passage clandestin, de traite des êtres humains.

Les migrantes les moins qualifiées ont des emplois saisonniers (voir les marocaines et les roumaines employées en Andalousie pour la récolte des fraises, les mexicaines dans le maraîchage nord-américain ...), font la cueillette des fruits et légumes, ou confectionnent des vêtements, conditionnent des produits alimentaires, nettoient les hôtels et les restaurants, sont aides soignantes dans les maisons de retraite et les cliniques, gardent les enfants et les personnes âgées. Très peu sont déclarées et ont une protection sociale.

Les plus qualifiées d'entre elles se trouvent cantonnées dans des emplois de service, ou sous qualifiées par rapport à leurs compétences. Les médecins deviennent infirmières ou aides soignantes ; les ingénieures, techniciennes ; les chercheuses, assistantes.... Perdant peu à peu leurs compétences..... La plupart du temps en contrat temporaire ou à temps partiel.... Donc, même si elles touchent plus d'argent que dans leur lieu d'origine, elles n'ont pas la sécurité de l'emploi, ni un emploi à la hauteur de leurs compétences et elles risquent d'être confinées dans les plus bas salaires de leur lieu d'immigration. Précaires parmi les précaires.... Et pourtant, ce sont les migrantes qui luttent le plus contre la pauvreté dans leur pays d'origine par les transferts de fonds et d'expérience. En effet des études ont montré que les transferts de fonds des émigrés dépassent partout les Investissements Directs à l'Etranger et l'Aide publique au Développement des pays riches, et ce sont les femmes migrantes, qui gagnent souvent moins que les migrants, qui envoient le plus d'argent à leurs proches restés au pays.

5/ Travail temporaire et à temps partiel au Nord Ils sont vecteurs de précarité et de pauvreté, car sous-payés et mal protégés. Les femmes représentent la majorité des travailleurs temporaires, à temps partiel. Le temps partiel et les contrats précaires n'ont fait qu'augmenter depuis 15ans, sous l'influence des politiques d'allègement des cotisations sociales pour les entreprises, ceci pour mettre en place la flexibilité du temps de travail et de la main d'œuvre, prônée par le néolibéralisme, et permet ainsi de reporter une grande partie du risque de fluctuation du marché sur les salarié-e-s.

En Europe, l'emploi à temps partiel représente 18% de l'activité totale dont 34% de l'activité totale des femmes et 7% de celle des hommes. En France, les femmes sont 83% des travailleurs à temps partiel. Le temps partiel s'appuie sur les stéréotypes

sexistes basés sur l'inégal partage des tâches domestiques et parentales, hypocritement présenté comme une souplesse offerte aux femmes pour concilier vie professionnelle et vie familiale mais qui en fait n'est qu'au seul profit des entreprises.

La relation est très forte entre emplois à temps partiel et emplois non qualifiés à bas salaires (nettoyage, services, petit commerce) ; en France, 80% des bas salaires sont des femmes dont 74% à temps partiel. Enfin les salarié-e-s à temps partiel ont surtout des contrats à durée déterminée et ont accepté un temps partiel en majorité pour sortir du chômage. Le temps partiel est l'une des causes principales des inégalités professionnelles hommes-femmes : notamment de l'écart moyen de 25% (rapport 2004 Droits des Femmes et Egalité des Chances) entre les salaires des hommes et des femmes, mais aussi du cantonnement de nombreuses femmes dans les bas et très bas salaires et par conséquent de l'écart moyen de 40% entre les retraites des hommes et des femmes. C'est dans la fonction publique, qu'il y a le plus de précarité, la majorité des agents de l'état étant des femmes.

6/ Elles sont la majorité des chômeurs. Au nord comme au Sud, les femmes sont les premières à être licenciées lors des crises financières. (Mexique, Corée, délocalisation du textile en Occident...)

7/ Inégalité des salaires
Se conformant aux principes du patriarcat, le néolibéralisme considère que pour un même travail, une femme doit être moins payée. Ainsi partout au Nord comme au Sud, l'écart des salaires entre les hommes et les femmes existe et peut atteindre 80%. Les lois y remédiant manquent singulièrement de contraintes et de sanctions, dans la plupart des pays.

8/ Discrimination à l'embauche et dans la carrière
Dans le monde entier, les femmes n'ont pas accès à tous les métiers et sont souvent cantonnées dans des métiers dits « féminins » essentiellement de services, à cause des stéréotypes sociaux et culturels sexistes, mais aussi de l'inégalité d'accès des hommes et des femmes à l'éducation et à la formation. De même, partout les postes de décision et de responsabilité, de cadres leur sont refusés ou distribués au compte goutte sous prétexte de grossesse ou de non disponibilité chronique (plafond de verre).

9/ Peu d'accès à la formation professionnelle pour les femmes

10/ Manque de services publics adaptés aux besoins des femmes
Les services de santé, d'éducation et de gardes d'enfants sont inadaptés au travail des femmes dans une majorité de pays. Ils sont inexistantes dans la plupart des pays pauvres, de plus en plus rares dans les pays riches. Les états sous la pression du néolibéralisme privatisent leurs services publics (AGCS), licenciant une majorité de femmes et faisant reposer sur les épaules des plus pauvres -celles qui ne peuvent pas accéder à des services privés payants- la charge de compenser leur absence.

11/ Inégalités des pensions et retraites
Partout où existent des pensions de retraite, celles des femmes sont inférieures à celles des hommes, dues aux salaires systématiquement inférieurs, aux carrières écourtées pour s'occuper des enfants ou limitées par le plafond de verre. Dans les années qui viennent, il faut s'attendre à une possible remontée de la pauvreté des femmes âgées, à cause des faibles retraites mais aussi de la disparition ou la cherté des services sociaux de santé.

QUELLES ISSUES ?

Globalement lutter contre les causes : le patriarcat et le néolibéralisme mais aussi les guerres

- ▶ 1/ Exiger l'application des conventions internationales et des lois nationales relatives aux droits des femmes, et celles sur la protection des travailleurs migrants, sur la traite des femmes, sur les travailleurs à domicile, mais aussi sur tous les droits humains
- ▶ 2/ Faire des campagnes et des lois pour inciter les hommes à respecter les femmes, à les traiter en égale et à partager le travail domestique et parental
- ▶ 3/ Inciter les filles à s'orienter vers des carrières scientifiques ou dites masculines
- ▶ 4/ Favoriser l'accès des femmes à l'éducation et à la formation
- ▶ 5/ Lutter contre les intégrismes
- ▶ 6/ Modifier les codes de la famille ou les lois sur l'héritage inégalitaires
- ▶ 7/ Développer les services de garde de la petite enfance et les services publics d'éducation et de santé
- ▶ 8/ Assurer à toutes et à tous un logement et une alimentation suffisante
- ▶ 9/ Sortir de l'économie de marché en développant l'économie sociale et solidaire
- ▶ 10/ Développer les luttes syndicales en lien avec les luttes féministes
- ▶ 11/ Annuler la dette des pays pauvres et rembourser la dette odieuse
- ▶ 12/ Prendre en compte dans les comptabilités nationales et internationales le travail domestique
- ▶ 13/ Pas de temps partiel à salaire inférieur au salaire minima
- ▶ 14/ Fin de l'exonération ou de l'allègement des cotisations sociales pour tout contrat précaire ou à temps partiel au contraire taxer de telles pratiques
- ▶ 15/ Sanctionner les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale ou discriminent les femmes pour les fonctions de responsabilité
- ▶ 16/ Oter l'immunité des ZFE et exiger que partout dans le monde s'appliquent les normes de l'OIT
- ▶ 17/ Définir des normes et des indicateurs pour le télétravail.
- ▶ 18/ Lutter contre les lois discriminatoires pour les migrantes et les migrants (CESEDA)
- ▶ 19/ Redistribution des revenus via des taxes (Tobin) et l'Aide Publique au Développement (1% du PNB des pays donateurs et l'application du 20/20), fin des PAS du FMI

- ▶ 20/ Revoir le fonctionnement et tous les accords de l'OMC afin de contrôler et réguler les marchés financiers
- ▶ 21/ Eliminer les paradis fiscaux, lever le secret bancaire
- ▶ 22/ La levée des embargos et blocus qui touchent plus les femmes que les gouvernements
- ▶ 23/ Le transfert des budgets d'armement vers les budgets sociaux

Claudine Blasco, commission Femmes, Genre et Mondialisation ATTAC France (Intervention pour la rencontre nationale de la Marche Mondiale des Femmes, 18 Mars 2006)